seurs et d'hommes de science pour y enseigner. Où les trouver? D'abord, le gouvernement doit fournir les fonds nécessaires à la recherche et nous pourrons peut-être ensuite attirer certains Canadiens qui se sont établis aux États-Unis. Il faudra aussi leur offrir des salaires comparables au Canada. Il nous en faut de 1,500 à 1,700, et je répète que c'est un grave problème.

Je comprends très bien que la responsabilité ne retombe pas seulement sur le ministre. Pourquoi ne pas créer un conseil médical pour examiner en Angleterre les étudiants qui veulent émigrer au Canada, tout comme les États-Unis l'ont fait? Nous devrions avoir notre propre conseil d'examen à Londres et si des médecins là-bas veulent venir au Canada, ils pourraient subir leurs examens à Londres.

M. Haidasz: Que faites-vous de la juridiction provinciale?

M. Rynard: Quelqu'un vient de prononcer le mot «provincial». Le gouvernement ferait mieux de demander à une conférence fédéraleprovinciale d'étudier ce problème sans tar-der, car quiconque vient au pays doit passer par le ministère de l'Immigration. Après avoir passé l'examen du Conseil médical du Canada, on est admissible à la pratique de la médecine dans toutes les provinces canadiennes.

## • (5.40 p.m.)

Sérieusement, cette attitude et cette absence de collaboration ne mèneront à rien. Mon honorable ami de Parkdale...

M. Cowan: Un autre médecin?

M. Rynard: En effet, un autre médecin. Il est conscient de la situation tout autant que moi, j'en suis sûr. S'il ne l'est pas, il devrait l'être. Il sait que j'ai raison. Il sait qu'il faut par tous les moyens retenir ces gens et leur offrir les mêmes possibilités qu'aux États-Unis. J'ajoute que certains scientifiques enseignants de Grande Bretagne s'empresseraient de venir au Canada si on leur accordait les possibilités, le traitement, les fonds et les travaux nécessaires de recherche. Je dis donc au ministre que 12 millions de dollars sont prévus ici pour la recherche médicale. Grand dieu, c'est moins que rien. Je sais que le ministre m'écoute. Pour obtenir des résultats, il faut au moins 40 millions au départ, et ne cesser d'accroître cette somme avec la multiplication des installations et des professeurs.

Je n'ai pas l'intention de parler du secteur industriel, mais si le Canada faisait les recherches voulues, nous ne paierions pas aux

construire des édifices s'il n'y a pas de profes- cherches et les statistiques faites là-bas par certains diplômés de nos universités canadiennes. Si nous persistons dans cette voie, nous n'édifierons jamais le Canada comme nous le devrions. Nous sommes tous fiers de notre pays qui possède sans doute plus de ressources par habitant que tout autre pays du monde. Toutes les ressources s'y trouvent en abondance. Une bonne part de nos matières premières exportées sont traitées scientifiquement grâce à des techniques mises au point par des Canadiens formés au Canada. Je signale au ministre qu'il en coûte \$50,000 pour former un médecin. Comme 200 d'entre eux émigrent chaque année, nous perdons donc 10 millions de dollars par année. Je l'ai dit et répété. Une foule de Canadiens émigrés aux États-Unis seraient devenus des scientifiques enseignants. Je pourrais en nommer beaucoup. Quelle est leur capacité professionnelle? J'ai calculé l'autre jour leur capacité de gain pour toute leur vie. Elle est de trois quarts de million de dollars. Tant que nous permettrons cet exode vers les États-Unis, nous ferons cadeau à ce pays de 150 millions, plus 10 millions, ce qui fait 160 millions, tout en n'obtenant très peu en retour dans le domaine médical.

C'est une situation catastrophique. Je ne blâme pas entièrement le gouvernement de cet état de choses. Comme le ministre l'a dit, nous avons démarré lentement. Mais pour l'amour de Dieu, accélérons, car en 1980, notre situation sera la même, si nous n'y remédions pas. Je suis très préoccupé à ce sujet. Nous avons besoin d'un plus grand nombre de médecins et il faut construire des écoles de médecine. Nous sommes bien en retard. Je ne veux pas que cela pèse sur ma conscience et par conséquent, j'espère m'être fait comprendre. J'ai eu l'occasion de me rendre dans les hôpitaux. J'ai été moi-même hospitalisé il y a trois semaines. Je pourrais vous raconter une petite anecdote à ce sujet, mais je ne le ferai pas. Je ne voudrais pas qu'aucun député meure faute de médecin pour le soigner. Il peut s'agir de vous-même ou d'un membre de votre famille. Nous souffrons d'une pénurie de médecins. Un médecin ne peut travailler sans arrêt. C'est à nous qu'il incombe d'en obtenir d'autres. La qualité des soins prodigués par le médecin est en raison inverse de leur quantité.

J'ai signalé que nous devrions avoir un jury d'examen à Londres. Mon honorable ami de Parkdale conviendra avec moi, j'en suis certain, que la réciprocité est établie, mais dans quelques provinces seulement. Nous devrions établir un jury d'examen à Londres, car la Grande-Bretagne fournie d'excellents méde-États-Unis 300 millions par an pour les re- cins. Elle a de bonnes écoles de médecine.

[M. Rynard.]